



Malgré une campagne vigoureuse, Vaud ne se singularise pas

Les Eglises, une partie de la droite et toute la gauche réunies dans un comité regroupant une quarantaine d'organisations, une caravane qui a traversé tout le canton de Vaud: cet appareil de campagne n'aura pas suffi à mettre en échec la LEtr et la LAsi dans le canton de Vaud.

Chez les militants réunis dimanche après-midi à Lausanne dans les locaux de la Fraternité, la déception est grande. Comme ailleurs en Suisse romande, on veut profiter de l'élan de la campagne et le mettre à profit pour la défense des migrants: participation à la création d'un observatoire pour dénoncer les situations de détresse provoquées par les futures lois, travail de terrain pour influencer les prochains débats politiques, information au public. Des collaborations avec d'autres mouvements européens sont aussi évoquées. Une réunion est agendée début octobre pour transformer le comité de campagne en association qui puisse travailler durablement sur la question.

Dans la salle, quelques jeunes disent leur incompréhension de l'échec malgré le battage fait par la campagne pour le «non», et une apparente absence de campagne pour le «oui». Jean-Michel Dolivo relativise: membre du comité pour 2XNON, l'avocat lausannois se dit plutôt satisfait de voir Lausanne et Nyon dans le camp des rares villes suisses à avoir voté un double «non». Vevey a voté de justesse pour la LAsi et contre la LEtr. «On pouvait s'attendre à ce résultat: les partisans des lois n'avaient qu'à agiter le spectre de la solidarité se sont manifestés, les résultats en faveur du «non» s'en sont ressentis.»

Du côté du gouvernement vaudois, Jean-Claude Mermoud, lui, ne cache pas sa satisfaction. Il paraît même un peu surpris: chahuté depuis des mois, enlisé dans le délicat dossier des 523, il se félicite d'être désormais «mieux armé contre les abus» et, s'inscrivant en faux contre les partisans du «non», promet d'appliquer «la loi et rien que la loi».

C'est bien ce qui inquiète les Eglises. Dans un communiqué commun, les Eglises réformée, catholique et la Communauté israélite se disent «attristées au regard de la tradition proclamée d'accueil et de générosité de la Suisse». Elles promettent également «d'aider les réfugiés et les personnes qui leur viennent en aide pour des raisons de conscience». LOE

Genève dit deux fois «oui» du bout des lèvres

LOI SUR LES ÉTRANGERS ET L'ASILE • Le canton a accepté avec 52,5% la loi sur les étrangers et 51,3% la loi sur l'asile. Surprise et consternation pour la majorité.

VIRGINIE POYETTON

Il est midi. Déjà les premières tendances s'affichent à l'Hôtel de Ville. Genève dit deux fois «oui». De peu. A 16 h, les chiffres définitifs tombent. Le canton accepte à hauteur de 52,5% la loi sur les étrangers et 51,3% la loi sur l'asile. Petit bémol, la Ville de Genève refuse les lois respectivement à hauteur de 51,9% et 52,6%.

Evidemment, du côté des opposants, c'est la consternation. Que la Suisse entre en matière massivement, d'accord, mais Genève... «C'était pourtant prévisible, commente Ismaïl Turker du comité 2XNON. Quand on a lancé le référendum, on nous avait prédit qu'on n'arriverait jamais à 50 000 signatures. Après, on nous a dit qu'on obtiendrait pas plus de 18% des votes. Mais, sur le fond, on a gagné.» Et d'enchaîner: «c'est un vote historique, c'est la première fois qu'on dépasse les 30% lors d'un référendum sur les étrangers. Ce score donne les moyens au Conseil d'Etat de continuer sa politique d'intégration».

Les partis consternés

Dans les rangs gouvernementaux, on ne partage pas tout à fait le même enthousiasme. «Pour Genève, c'est une calamité humaine, historique et économique», souligne le président de l'exécutif, Pierre-François Unger. Une calamité qui handicaperait forcément le Conseil d'Etat lors des négociations sur la régularisation des 5600 sans-papiers genevois. Pour Henri Cardona, membre du Collectif des travailleurs sans statut légal, la situation ne changera pas fondamentalement avec la nouvelle loi: «Nous restons ici car l'économie a besoin de nous. Cette loi est irréaliste et irréalisable.»

Pour la grande majorité des partis genevois, la surprise domine. «Je ne m'attendais pas à ce que la loi sur l'asile passe à Genève. Mais ce vote est conforme à la tendance européenne sur la maîtrise de la migration», souligne le radical Pierre Maudet. La branche genevoise de son parti avait appelé à voter «non» à la LAsi et «oui» à la LEtr. «C'est une catastrophe, s'inquiète la verte Brigitte Schneider-Bi-



Pour Pierre-François Unger (à g.), le double «oui» genevois est «une calamité humaine, historique et économique». J.-P. DI SILVESTRO, REGARDIRECT

daux. On ne peut pas vivre avec une politique des deux cercles. On ne résoudra rien.» C'est plus particulièrement pour les migrants que s'inquiète Salika Wenger (A gauche toute). «On va leur demander de fournir des preuves pour établir leur demande d'asile et, souvent, les femmes sont les dernières à pouvoir en apporter.»

Victoire de l'UDC?

Pour la suite, une chose est claire: il faudra veiller. Etre attentif à l'application des lois, selon la socialiste Laurence Fehlmann-Rielle. Exiger des moyens pour le volet «intégration» de la LEtr, d'après Pierre Maudet. Surveiller le règlement d'application, «c'est là qu'on devra se

battre», selon Salika Wenger.

Du côté des partisans des deux lois, on se dit plutôt content. Avec des nuances entre le Parti libéral et l'UDC. Chez les premiers, on parle de satisfaction sans grand enthousiasme. Autre ambiance à l'UDC où le sourire domine. «Il était urgent de mettre en place un cadre

pour éviter les abus», appuie Claude Marcet. Pour le député, le flou de la législation était trop favorable aux «réfugiés économiques». Une nouvelle victoire de l'UDC en matière de droit des étrangers? «Non, rétorque Claude Marcet. La loi a été votée par une majorité évidente au Conseil national et au Conseil

des Etats.» Peut-être. Pour sa part, Christiane Perregaux, présidente du Centre de contact Suisses-Immigrés en appelle à la mémoire. «Evidemment, l'UDC a une forte responsabilité. D'abord dans la représentation négative de l'étranger, ensuite dans son incapacité à créer un tissu social intégrateur.» I

Lois sous surveillance

«Pour le comité 2XNON, la plus grande victoire de la campagne aura été de fédérer les associations de défense des étrangers ainsi que les partis, à gauche comme à droite», constatait hier Ismaïl Turker. Pour la suite, Yves Brutsch, permanent du Centre social protestant, espère canaliser toute cette énergie dans la création d'un observa-

toire de la pratique officielle. L'idée étant de recenser les cas de discrimination basés sur les deux lois partout en Suisse. Un bulletin serait publié chaque mois. L'organisation de l'observatoire est encore à discuter, mais la majorité des associations membres du comité y sont favorables. VPN

«Cette peur est liée à la situation du marché du travail»

NEUCHÂTEL • Pour la présidente du Parti socialiste Monika Maire-Hefti, la pression sur les salaires due aux frontaliers expliquerait en partie l'acceptation des deux lois.

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUC-OLIVIER ÉRARD

Neuchâtel, avec moins de 53% de «oui», est l'un des cantons les plus réservés à l'égard des lois sur l'asile et sur les étrangers, avec le Jura et Genève. A gauche, on présentait, comme ailleurs, que le dimanche après-midi serait consacré aux moyens pour faire face au nouveau dispositif légal. La «bonne surprise», pour les militants du comité 2XNON, c'est l'annonce par Bernard Soguel, conseiller d'Etat socialiste à l'Economie, que le canton jouerait de sa marge de manœuvre pour appliquer les nouvelles lois «avec humanité». Mais pour Monika

Maire-Hefti, présidente du Parti socialiste, cet échec, même attendu, doit être l'occasion de se pencher sur un dossier qui n'avait pas suffisamment été pris au sérieux: la pression sur les salaires induite par la présence importante de travailleurs frontaliers. Interview.

Comment interprétez-vous le résultat neuchâtelois en faveur des Lex Blocher?

Monika Maire-Hefti: Nous sommes bien sûr déçus qu'elles aient passé, mais ce qui est réjouissant c'est de savoir, après l'intervention de Bernard Soguel, qu'elles pourront être appliquées avec une certaine souplesse.

Neuchâtel a souvent montré des signes de grande ouverture lors d'autres votations. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

La campagne a beaucoup joué sur la peur des gens. Je mets cette peur en relation avec la situation sur le marché du travail. Il faut reconnaître que depuis l'entrée en vigueur des bilatérales, les difficultés sont croissantes. A Neuchâtel, le nombre d'agences de placement a pratiquement doublé. Elles se livrent à une surenchère qui induit une pression énorme sur les salaires. Et je crois que nous avons sous-estimé le fait que la population fait souvent le lien entre cette situation et la présence des étrangers.

La gauche enchaîne les victoires électorales, et les défaites en votations. Comment expliquer qu'une partie de votre électorat ne vous suive pas?

Par rapport au problème du marché du travail, il est clair que nous devons rapidement trouver des solutions. Les commissions tripartites mises en place pour prévenir ce genre de problèmes dans le cas des bilatérales ne déploient pas encore tous leurs effets. Nous avons sous-estimé le sentiment que cela pouvait induire dans la population. Mais il est vrai aussi que la peur de l'étranger, de la personne différente, est cultivée tout le temps, même par le Conseil fédéral. I

LE COURRIER

Indépendant
par nature

